

La course actuelle aux ressources pétrolières africaines fait largement écho au passé colonial du continent. Il est de la responsabilité des mouvements sociaux, à l'échelle globale, de stopper l'industrie pétrolière et les puissances du Nord qui l'appuie.

« Notre continent ne peut pas continuer à approvisionner le Nord. Nous ne le pouvons pas. » Ina-Maria Shikongo, [Fridays For Future Windhoek](#)

Une lutte majeure pour les ressources se déroule en Afrique australe. Dans les réserves naturelles du [delta de l'Okavango](#), qui abrite 200 000 personnes et s'étend sur certaines parties de la Namibie et du Botswana, une compagnie pétrolière canadienne effectue des forages pétroliers malgré l'opposition farouche des populations autochtones, des militant·es et des expert·es en questions environnementales. L'entreprise, *Reconnaissance Energy Africa*, connue sous le nom de ReconAfrica, a un projet que pratiquement tout le monde conteste, à l'exception de ses actionnaires et de ses partenaires gouvernementaux namubiens et botswanais qui ont accordé des permis pour des essais exploratoires. Le projet augure, en réalité, de niveaux débridés de pollution, de la destruction des réserves d'eau et des terres agricoles, de dommages permanents aux animaux, notamment aux espèces menacées, et de l'expulsion des habitant·es de leurs terres. La ruée de ReconAfrica vers ce qu'ils appellent « la plus grande zone pétrolière de la décennie » n'est rien d'autre qu'une extraction dévastatrice, alimentée par le profit, qui résonne fortement avec le passé colonial de l'Afrique.

Pourtant, [Big Oil](#) est sur la corde raide. Sous la pression de résistances de masse et des appels à la justice climatique, les compagnies pétrolières, gazières et minières sont confrontées à une crise sans précédent. Les défenseurs et défenseuses de l'environnement dénoncent depuis longtemps les effets destructeurs des industries extractives sur le climat. Ils exigent une transition vers des sources d'énergie durables et que les carburants fossiles ne soient plus exploités. Depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat de 2015, les appels aux gouvernements et aux multinationales pour qu'ils prennent des mesures urgentes se sont multipliés. En juin 2021, une série de déclarations et de décisions majeures imposant un frein à la production de combustibles fossiles a ébranlé le secteur. Dans ce contexte, alors que les contradictions de l'extraction destructive sont mises à nu, comment comprendre cette offensive agressive de ReconAfrica dans l'une des plus grandes régions sauvages protégées du monde ? Une partie de la réponse réside dans les « solutions » proposées. La voie vers le « [zéro net](#) » telle que la conçoivent les grandes entreprises comme BP et Shell dissimule une contradiction globale : atteindre le zéro net selon leurs termes signifie que les gens ordinaires du Sud paieront le prix de « l'exportation » par les nations du Nord de leur empreinte carbone. Et rien n'illustre mieux ce conflit que le combat pour l'avenir de l'Okavango.

ReconAfrica : le forage à tout prix

En 2014, les représentants d'une compagnie pétrolière canadienne « junior » appelée *Reconnaissance Energy Africa* ont signé un bail pour une zone de 34 000 kilomètres carrés, soit 3,4 millions d'hectares, une superficie approximativement équivalente à celle de la Belgique, sur le territoire de la Namibie et du Botswana. Selon le site web de l'entreprise, elle détient 90 % des intérêts dans la portion namibienne de 2,4 millions d'hectares, la société pétrolière nationale, la *National Petroleum Corporation of Namibia* (NAMCOR),

détenant les 10 % restants et 100 % du million d'hectares dans le Botswana voisin.

ReconAfrica a obtenu des conditions extrêmement favorables du gouvernement namibien : une redevance de 5 % et un impôt sur les sociétés de 35 %. Si l'exploration pétrolière est commercialement viable, la société aura droit à une licence de production de 25 ans. Après une série de retards, ReconAfrica a obtenu des permis d'exploration, levant suffisamment de capitaux pour forer trois puits avec une introduction en bourse de 23 millions de dollars en 2020 et a débuté le forage en janvier 2021, à Kawe, Kavango Est, dans un habitat d'éléphants. La société a longtemps prédit une découverte majeure, allant jusqu'à 31 milliards de barils de pétrole[1]. Dès l'annonce, le 15 avril, que « le forage du premier des trois puits prévus fournit des preuves évidentes de l'existence d'un système pétrolier conventionnel actif dans le bassin de Kavango », le cours de leurs actions a bondi. Les déclarations de l'entreprise débordent d'enthousiasme pour cette « dernière grande découverte de pétrole » dont les conditions géologiques sont ostensiblement similaires à celles du [bassin permien du Texas](#). « Nous savons que nous avons découvert un nouveau bassin sédimentaire. Il se trouve jusqu'à 11 000 mètres de profondeur et il s'agit d'un bassin vaste et très étendu. Tous les bassins de cette profondeur dans le monde produisent des hydrocarbures commerciaux. C'est tout simplement logique », a déclaré Craig Steinke, cofondateur de ReconAfrica, à *CNN*[2]. Le forage du deuxième puits était en cours à Mbambi, également dans le Kavango Est, au moment où *New Politics* mettait sous presse.

Il est difficile de surestimer le potentiel destructeur des projets de ReconAfrica. Des journalistes d'investigation, des habitant·es de la région et des militant·es ont accumulé un grand nombre de preuves des dangers qui menacent l'Okavango, anéantissant les prétentions de l'entreprise à prendre des mesures de prévention adéquates. Par conséquent, la résistance contre le projet de forage s'intensifie. *National Geographic* a publié à l'automne 2020 une série d'articles dénonçant les immenses menaces qui pèsent sur la faune, les moyens de subsistance et l'environnement de la région. L'une des plus graves est le risque de contamination de l'eau dans une zone où les réserves d'eau sont rares. [L'Okavango](#) est une zone humide alimentée par un delta intérieur, principale source d'eau de la région. Comme le décrit le magazine, « toute contamination de l'aquifère sera pratiquement impossible à contenir et à nettoyer »[3]. Le permis d'exploration de ReconAfrica est attaché à la rivière principale du [delta de l'Okavango](#) et le forage exploratoire est effectué à 260 kilomètres en amont. Les opposant·es au projet ont exprimé de sérieuses inquiétudes quant à l'absence d'analyse, dans [l'étude d'impact sur l'environnement \(EIE\)](#), des conséquences sur les eaux souterraines et de surface, compte tenu notamment de l'énorme quantité d'eau nécessaire au forage. Les dangers pesant sur l'approvisionnement d'eau affectent environ la moitié de la population de la Namibie, un pays principalement aride, puisque le fleuve Okavango assure la sécurité de l'approvisionnement en eau de plus d'un million de personnes[4]. La Namibie a déjà connu des épisodes de réchauffement effrayants, à un rythme supérieur à celui d'autres régions.

La revue *National Geographic* a exposé avec force détails le danger qui pèse sur la faune et la flore de la région : « La région de l'Okavango abrite le plus grand troupeau d'éléphants d'Afrique encore présent sur Terre et une myriade d'autres animaux – chiens sauvages d'Afrique, lions, léopards, girafes, amphibiens et reptiles, oiseaux – et flore rare..... y compris d'importantes voies de migration pour la plus grande population d'éléphants restante au monde...Les animaux sauvages utilisent toute la région, c'est pourquoi l'Angola, le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe ont créé la [zone de conservation transfrontalière de Kavango-Zambezi](#) ou KAZA en abrégé. Plus vaste que l'Italie, c'est la plus grande réserve du continent. Les zones concédées à ReconAfrica chevauchent cet immense parc international » [5]. La région abrite également six

conservatoires de la faune et est généralement décrite comme « la plus grande zone de conservation transfrontalière terrestre du monde ».

Il est choquant de constater que si ReconAfrica dispose d'un permis d'exploration, comme l'ont souligné les opposant·es, tous les permis requis n'ont pas été obtenus pour tester les puits. L'entreprise a fait une série de promesses et d'affirmations qui ne se sont pas concrétisées : elle s'est engagée à aménager des fosses pour évacuer en toute sécurité l'eau des puits, mais des photos montrent clairement que cette promesse n'a pas été tenue. ReconAfrica affirme qu'elle utilise de l'eau « biologique » « 100 % sans danger pour l'environnement » pour le forage, mais les déchets provenant des fluides de forage sont extrêmement dangereux et potentiellement radioactifs. Le ministère namibien de l'Agriculture, de l'Eau et de la Réforme foncière a déclaré que la société n'avait pas été consultée sur l'octroi des permis[6]. De même, comme l'a souligné [Ina-Maria Shikongo](#), militante de l'organisation *Fridays For Future Windhoek*, aucun permis n'a été accordé pour la construction de la route menant au deuxième site de forage mené par ReconAfrica, malgré l'immense pollution et les nuisances sonores causées aux résident·es et à la faune par cette construction. En dépit de ces sérieuses inquiétudes, les forages ont été réalisés. « Cela s'appelle de *l'écoblanchiment* », a déclaré Shikongo pour décrire les fausses déclarations de l'entreprise dans un entretien. « Cela devrait être un crime » [7].

Le risque que l'entreprise procède à la [fracturation hydraulique](#) dans l'Okavango est grand. ReconAfrica n'a pas reçu de permis pour ce procédé du gouvernement namibien et les références précédentes à la possibilité d'utiliser des « méthodes non conventionnelles » (c'est-à-dire la fracturation hydraulique) ont disparu de leur site web. Aujourd'hui, les porte-parole de l'entreprise insistent sur le fait que la fracturation hydraulique n'est plus envisagée. Pourtant, un certain nombre de leurs cadres supérieurs ont acquis leur réputation grâce à la fracturation hydraulique, comme le PDG Scot Evans, auparavant en poste chez Halliburton. Les opérations de forage sont dirigées par nul autre que le géologue à qui l'on attribue le développement de la méthode de fracturation hydraulique, Nick Steinsberger, décrit par une publication de l'industrie comme « l'un des hommes qui ont permis le boom du schiste américain ». Dans un entretien, Steinsberger incarne l'hubris du forage à tout prix qui caractérise le projet :

« Je suis honoré d'avoir été responsable de l'achèvement des 25 premiers puits de schiste horizontaux jamais forés dans la zone de schiste [de [Barnett, au Texas](#)]. C'est en effet là que la fracturation moderne a commencé. À présent, j'espère une expérience tout aussi excitante dans le bassin du Kavango en Namibie..... J'aurais pu aller à peu près n'importe où, mais nous voulons tous quelque chose de grand. La prochaine grande découverte. Et cela n'arrive pas très souvent de nos jours, du moins pas sur terre. Nous sommes à la recherche du prochain boom du schiste étatsunien et c'est l'Afrique qui a le plus de potentiel » [8].

Le géologue sud-africain Jan Arkert [estime](#) toutefois que la fracturation sera nécessaire pour extraire le pétrole du sol, et que des émissions nocives seront inévitablement rejetées dans l'atmosphère[9]. Malgré les dangers, les représentants de l'entreprise déclarent joyeusement que le potentiel est de 120 milliards de barils d'équivalent pétrole, des chiffres potentiellement « risibles parce qu'ils sont si élevés » [10].

Mais il n'y pas que la joie de l'exploration qui imite le ton des aventuriers coloniaux d'il y a

plus d'un siècle. Dans sa communication publique, ReconAfrica met en avant des promesses pour les populations de Namibie et du Botswana et de supposées améliorations de leur conditions de vie, notamment en matière d'emploi. Mais comme c'est le cas pour de nombreux projets d'extraction, le forage n'est pas une activité nécessitant une main-d'œuvre abondante, de sorte que le projet ne devrait pas créer beaucoup de nouveaux emplois et les emplois qualifiés sur place sont principalement occupés par des travailleurs venus du Canada et des États-Unis. En fait, les emplois auxquels peuvent accéder les habitants de la région se limitent principalement à des travaux manuels de courte durée et, dans certains cas, les travailleurs ont été licenciés après un bref passage et leur salaire a été retenu. Selon Ina-Maria Shikongo, lorsqu'un inspecteur du travail est allé enquêter, il a lui-même été poursuivi par la société. En fait, ReconAfrica a pris la peine de mettre en avant son prétendu « fort permis social » et de vanter ses efforts d'engagement communautaire à travers une série de réunions publiques dans la région. Mais comme l'ont décrit de nombreux témoignages, leurs efforts de sensibilisation étaient entachés de problèmes : les annonces n'ont été distribuées qu'en anglais, une langue qui n'est pas parlée par la majorité des habitants et les réunions elles-mêmes, limitées en raison des restrictions liées au COVID, n'ont rassemblé qu'un petit nombre de personnes.

Le comportement de l'entreprise est si flagrant qu'un [procès](#) lui a été intenté par la famille d'Andreas Sinonge à Mbambi, dont la ferme est située près du deuxième forage. Selon le *National Geographic*, plus de 600 fermes en activité se trouvent dans la zone d'exploration de ReconAfrica, certaines étant irriguées par l'eau de la rivière Okavango[11]. Résolus à traduire l'entreprise et plusieurs ministères devant la Haute Cour de Namibie, ils affirment que ReconAfrica squatte illégalement leurs terres, n'ayant jamais consenti au forage. « La loi est claire dans son intention. Les communs ne doivent pas être cédés à des entreprises privées dans un but lucratif. Nous avons déjà des droits fonciers et occupons cette parcelle de terre lorsque Recon est arrivée et a commencé à forer pour l'extraction du pétrole et du gaz », indiquent les documents déposés[12]. D'autres rapports affirment que la zone n'était pas incluse dans l'EIE initiale[13] et que « des rapports font état d'actes d'intimidation à l'encontre de dirigeants communautaires qui se sont prononcés contre le forage pétrolier ont fait surface » [14]. Le droit à un « consentement libre, préalable et éclairé » et le « droit de dire non » sont des principes mondialement reconnus aux habitants locaux confrontés à une extraction destructrice pour leur communauté. ReconAfrica a, jusqu'à présent, piétiné dans la pratique ce principe fondamental.

Résistance indigène et organisation communautaire

Face à cette agression des entreprises, le peuple autochtone San de l'Okavango s'est mobilisé et a pris la parole pour protester. Dans une déclaration adressée aux gouvernements namibien et botswanais, le peuple San explique que :

« Nous notons qu'en tant que gardiennes de cette terre depuis des milliers d'années et en tant qu'habitantes et gardiennes actuelles et légitimes de cette terre, nous n'avons jamais été consultées et nous n'avons jamais donné notre feu vert à aucune entité pour prospecter le pétrole et le gaz sur nos terres. Nous dépendons de la présence des animaux pour notre alimentation et pour attirer le tourisme, dont nous tirons des revenus. Ainsi, nous ne pourrions plus chasser et cueillir de la nourriture, collecter des médicaments et exécuter nos pratiques

Ils font valoir que la zone devrait être protégée en vertu des engagements de l'UNESCO envers le « paysage culturel » qui accompagne sa désignation en tant que site du patrimoine mondial. En outre, poursuivent-ils, l'exploration viole la [Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones](#) et les engagements de protection de l'environnement inscrits dans la constitution namibienne. À la suite des protestations contre la violation du site, ReconAfrica a été contrainte d'accepter une exemption pour les [collines de Tsodilo](#) appartenant à la zone désignée par l'UNESCO, une victoire certes mais qui ne concerne qu'une petite partie de la zone d'exploration.

Les militant·es sont passé·es à l'action, tant au niveau local qu'international. Les organisations [Fridays For Future Windhoek](#), [Frack Free Namibia and Botswana](#), le réseau de militant·es de [Kavango Alive](#) et de [Saving Okavango's Unique Life](#) (SOUL), entre autres, ont renforcé leur mobilisation au cours de l'année écoulée en organisant une série de manifestations devant les bureaux de l'UNESCO, le Parlement et les ministères. En avril 2021, à l'occasion de la [Journée de la Terre](#), dans la foulée du Sommet des leaders sur le climat organisé par le président Joe Biden, des manifestant·es de Windhoek ont remis des lettres aux ambassadeurs américain et allemand. En voici un extrait :

« L'évolution de la situation dans le nord de la Namibie nous préoccupe gravement, en particulier dans la région du bassin de Kavango, où le dernier souffle désespéré de l'industrie des combustibles fossiles menace de détruire l'une des dernières artères vitales de l'Afrique qui abrite un écosystème vraiment magnifique et unique. ReconAfrica, une société d'exploration pétrolière dont le siège est au Canada, se livre actuellement à des activités d'exploration pétrolière et gazière dans le bassin de Kavango, le bassin versant du célèbre delta de l'Okavango. Ce même delta, où vit le dernier grand troupeau d'éléphants d'Afrique, dont on a récemment confirmé qu'il était dangereusement proche de l'extinction, est protégé par une loi publique américaine... connue sous le nom de « *Defending Economic Livelihoods and Threatened Animals Act* » ou *DELTA Act* [qui souligne l'engagement des États-Unis en faveur de la conservation dans la région] Lorsque le président Biden a déclaré hier : « Nous devons agir. Nous devons agir rapidement pour relever ces défis », il s'agissait certainement de mettre un terme à la moindre atteinte faite à l'un des plus délicats et magnifiques écosystèmes survivants du monde, surtout au nom de l'énergie polluante ! »

La lutte pour sauver l'Okavango prend de l'ampleur au niveau international, avec une manifestation organisée le 20 mars 2021 par *Extinction Rebellion* devant les bureaux désormais fermés de ReconAfrica à Vancouver et des mobilisations en Afrique du Sud, en Belgique et au Royaume-Uni. Une pétition adressée au Premier ministre canadien Justin Trudeau a reçu un large soutien.

Face aux militant·es qui affirment leur droit de dire non, les gouvernements régionaux ont plutôt insisté sur leur « droit d'explorer ». En dépit des fortes protections environnementales contenues dans la constitution namibienne et du fait que la Namibie et le Botswana sont tous deux signataires de l'Accord de Paris, les aspirations des deux pays

au nationalisme en matière de ressources n'ont pas faibli. Dans un communiqué de presse conjoint du gouvernement et de la compagnie, le ministre namibien des mines et de l'énergie, Thomas Alweendo, a vanté les premiers résultats du forage comme une « grande période pour le peuple namibien », laissant entendre qu'il est hypocrite de penser que le Sud devrait être privé de tout potentiel de développement offert par l'extraction. Pendant ce temps, les militants qui critiquent les actions du gouvernement sont catalogués comme « étrangers » hostiles aux opportunités offertes aux populations autochtones, a déclaré Ina-Maria Shikongo. ReconAfrica, pour sa part, a salué le gouvernement comme « l'un des régimes les plus accueillants pour les explorateurs »^[16]. Un article d'investigation du *Globe & Mail* a [révélé](#) l'existence de liens étroits entre un consultant de l'entreprise et le président namibien [Hage Geingob](#)^[17].

L'extraction en Afrique et l'ère du « zéro net »

L'industrie pétrolière est engagée dans une course contre la montre. Les appels à la neutralité des émissions de gaz à effet de serre et aux restrictions de l'exploitation des combustibles fossiles ont créé des contradictions : les compagnies pétrolières du monde entier sont confrontées à des demandes urgentes de transition vers des sources de combustibles durables, au moment même où le pétrole redevient rentable. Pendant la pandémie, les prix se sont effondrés au niveau mondial en raison d'une surabondance de l'offre, devenant même négatifs au début de la crise. Aujourd'hui, un nouveau boom pétrolier pourrait se profiler, avec des prix en hausse. Mais même pendant le ralentissement de 2020, la consommation s'élevait encore en moyenne à 91 millions de barils par jour, soit plus que ce que le monde consommait quotidiennement en 2012^[18].

Les plus grandes banques du monde ont fourni 3 800 milliards de dollars aux entreprises de combustibles fossiles *depuis 2016*, date d'entrée en vigueur de l'Accord de Paris^[19] ; les banques mondiales ont fourni 750 milliards de dollars de financement aux entreprises de charbon, de pétrole et de gaz pour la seule année 2020^[20]. Dans le même temps, les coûts pour une « transition durable » sont énormes et les investissements dans l'énergie devront passer à 5 000 milliards de dollars par an d'ici 2030 pour atteindre le [zéro net](#), contre 2 000 milliards de dollars aujourd'hui^[21].

Ces tensions exercent des injonctions contradictoires dans plusieurs directions sur l'industrie des combustibles fossiles, produit d'une économie capitaliste plus large inextricablement liée à la concurrence et au profit : comment investir dans les nouvelles technologies tout continuant à faire des profits grâce aux industries extractives. Ces tensions se manifestent actuellement à l'échelle mondiale, la lutte pour la « transition » et la question de savoir qui va payer entraînant les entreprises dans une course effrénée à la concurrence. De même, les puissances mondiales qui prétendent assumer les aspirations « zéro net » s'engagent dans une nouvelle période « d'impérialisme vert ». Telles sont les dynamiques de la « transition durable », et les forces militantes et la gauche doivent comprendre que ce nouveau terrain est celui sur lequel nous sommes obligés de nous battre.

ReconAfrica s'est lancée dans une course effrénée aux profits aussi longtemps que cette opportunité existe. Et en raison des pressions croissantes qui s'exercent sur l'industrie, sa tendance à rogner sur les réglementations, comme le dénoncent les environnementalistes et les militant·es, quel que soit le coût pour les communautés et la faune, ne fera que

s'intensifier. D'une part, une petite compagnie pétrolière « junior » comme ReconAfrica ne peut pas faire cavalier seul : comme la compagnie elle-même l'a spécifié, elle aura besoin des ressources plus importantes d'une grande compagnie pétrolière pour intervenir et concrétiser avec succès l'exploration des ressources que l'Okavango recèle selon elle. Compte tenu de ces pressions, lorsque la revue *National Geographic* a révélé, le 21 mai, l'existence d'une plainte déposée par un lanceur d'alerte auprès de la [Securities and Exchange Commission](#) (SEC) contre l'entreprise, faisant état de plus de 150 cas de déclarations fausses et trompeuses aux investisseurs, l'information était certes choquante mais pas vraiment surprenante. En réponse, ReconAfrica s'est empressée de déposer 22 amendements auprès des autorités de régulation canadiennes et a critiqué la revue pour avoir publié de « fausses » déclarations et un « article à charge ».

D'un autre côté, dans le paysage du « zéro net », *Big Oil* a besoin de « chercheurs de pétrole » (« wildcatters ») comme ReconAfrica : de petites entreprises prêtes à prendre des risques en territoire « inexploré » qui peuvent continuer à assurer un retour sur investissement dans les combustibles fossiles dans des régions du monde moins lourdement réglementées. Dans ce contexte, les majors pétrolières pourraient être davantage contraintes de vendre leurs actifs à des producteurs plus enclins à résister aux pressions en faveur d'une « écologisation » de leur entreprise. L'avalanche de changements qui a eu lieu fin mai 2021- de la révolte des actionnaires de Shell, Exxon et Chevron à une décision de justice sans précédent aux Pays-Bas obligeant Shell à réduire ses émissions de 45 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2019 - ne représente que les dernières évolutions concernant les entreprises de premier plan comme BP et Shell qui avaient déjà pris des engagements « zéro net ».

L'industrie des combustibles fossiles se bat pour son avenir dans l'Okavango et dans d'autres « points sensibles » de l'extraction sur le continent. L'extraction se poursuit sous le couvert de ces « nouvelles découvertes » réalisées par des entreprises comme ReconAfrica qui choisissent de violer les réglementations et les droits de l'homme. En raison de la faiblesse historique de l'application des réglementations, les pays du Sud seront probablement les pays de destination de ces « dernières grandes découvertes ». Comme l'a expliqué François Engelbrecht de l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud à CNN, « le Nord risque fortement de faire la transition et l'Afrique de devenir le dépotoir des technologies de combustibles fossiles du monde, le dernier endroit où ce type d'énergie est recherché »[22]. Une étude de 2020, par exemple, a révélé que le pétrole européen exporté au Nigeria dépassait *au moins 204 fois* les limites de pollution de l'UE[23].

Ina-Maria Shikongo décrit bien les enjeux :

« Vous ne pouvez pas parler de réduire les émissions de votre côté de la planète, mais ensuite venir relâcher 1,4 milliard de tonnes de CO2 de notre côté....Comment pouvez-vous littéralement préférer mettre en danger nos vies plutôt que cette entreprise? Les gens doivent comprendre que pour atteindre ces objectifs au niveau mondial, [cela signifie] que les entreprises produisent davantage d'émissions en Afrique, ce qui n'est pas juste. Il y aura plus de réfugiés climatiques, plus de crimes contre l'humanité et pour quoi ? Pour que nous puissions continuer à nourrir cette avidité. C'est de l'esclavage à un autre niveau, c'est une continuation du colonialisme. La transition doit viser à sauver des vies, pour que tout le monde ait droit à une part équitable. Nous avons toutes les matières premières mais nous vivons dans la pauvreté, mais c'est une pauvreté imposée »[24].

Conclusion

Le 18 mai, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), une organisation représentant les pays riches, a fait, dans son rapport « [Net Zero by 2050](#) », une déclaration qui a eu l'effet d'une bombe: toute nouvelle extraction de combustible fossile doit cesser après cette année pour atteindre la neutralité des émissions d'ici 2050 et les investisseurs ne doivent pas prendre en charge de nouveaux projets[25]. Dans cet appel au changement sans précédent, l'AIE a insisté sur le fait que les objectifs actuels sont insuffisants pour conjurer l'urgence climatique. « Le nombre de pays qui ont promis d'atteindre le zéro net a augmenté mais, même si leurs engagements sont pleinement respectés, il y aura encore 22 milliards de tonnes de dioxyde de carbone dans le monde en 2050, ce qui entraînerait une hausse de la température d'environ 2,1°C d'ici 2100 »[26], bien au-delà de [l'objectif de 1,5° C de l'Accord de Paris](#).

Alors que les grandes compagnies pétrolières et les gouvernements des pays du Nord plaident pour des solutions à la crise fondées sur le marché et le principe du « zéro net », celles et ceux qui luttent en première ligne soulignent les enjeux réels : l'industrie pétrolière – les *supergrandes* tout comme les plus petites entreprises – ne quittera pas tranquillement la scène mondiale des combustibles fossiles. Heureusement, la résistance mondiale continue de croître, accélérée en grande partie par des luttes comme celle de l'Okavango, qui contribue à redéfinir les modalités de ce combat au-delà de ses frontières. Les alliances qui se sont formées pour stopper ReconAfrica en Namibie et au Botswana ont permis de mettre en lumière les pires et les plus scandaleux abus en Afrique australe et ont également permis de procurer à l'ensemble de la mobilisation plus de force et de connaissances. Comme le fait remarquer Ndaundika Shefeni de SOUL,

« alors que l'opposition grandit dans la région et dans le monde, des alliances improbables se forment entre des chefs spirituels, des organisations culturelles, des organisations caritatives et des groupes communautaires de terrain ».[27]

Ce sont ces forces qui permettront de stopper l'extraction de manière décisive et d'éviter l'urgence climatique, selon les modalités répondant aux besoins et aux intérêts des gens ordinaires, y compris celle et ceux qui sont actuellement dans la ligne de mire de l'extraction motivée par le profit. Telle est la vision stratégique adoptée par les militant·es du continent et d'ailleurs, dont certain·es se battent depuis des décennies et qui continuent de s'opposer à l'exploration pétrolière désastreuse, de la région du delta du Niger au Nigéria, site de forage depuis trois quarts de siècle, jusqu'au [nouvel oléoduc](#) d'Afrique de l'Est qui doit traverser l'Ouganda et la Tanzanie, où se trouvent des réserves naturelles célèbres dans le monde entier. Comme le dit le militant écologiste nigérian [Nnimmo Bassey](#),

« il est temps que ReconAfrica épargne à l'Okavango, à la population de Namibie et à l'Afrique les préjudices évitables qui résulteront de sa poursuite insensée du profit aux dépens de la population et de la planète. Toute autre solution ne serait rien d'autre que l'orchestration de crimes climatiques et écologiques délibérés. » [28]

*

[Article paru en anglais dans *New Politics*](#)

Lee Wengraf est une militante basée à New York et l'auteure de [Extracting Profit : Imperialism, Neoliberalism and the New Scramble for Africa](#) (Haymarket Books, 2018). Elle est rédactrice de la [Review of African Political Economy](#) et membre du [Tempest Collective](#). Ses articles ont également été publiés dans [Africa Is a Country](#), [Pambazuka News](#), [International Socialist Review](#), [Jacobin](#), [Truthout](#), [Red Pepper](#), [Green Left Weekly](#) et [Independent](#).

Notes

- [1] Jeffrey Barbee et Laurel Neme, « [Oil drilling, possible fracking planned for Okavango region-elephants last stronghold](#) », *National Geographic*, 28 octobre 2020.
- [2] David McKenzie et Ingrid Formanek, « [A Canadian oil firm thinks it has struck big. Some fear it could ravage a climate change hotspot](#) », *CNN*, 3 mai 2021.
- [3] Jeffrey Barbee et Laurel Neme, « [Test drilling for oil in Namibia's Okavango region poses toxic risk](#) », *National Geographic*, 12 mars 2021.
- [4] Amy Giliam et André-Yanne Parent, « [Le monde que nous voulons n'inclut pas le fracking d'un site du patrimoine mondial en Afrique](#) », *Rabble*. 25 mai 2021.
- [5] Jeffrey Barbee et Laurel Neme, *National Geographic*, 28 octobre 2020.
- [6] Jeffrey Barbee et Laurel Neme, « [Test drilling for oil and gas begins in Namibia's Okavango region](#) », *National Geographic*, 28 janvier 2021.
- [7] Entretien avec Ina-Maria Shikongo, 12 avril 2021.
- [8] James Stafford, « [The World's Last Great Oilfield : An Interview With Nick Steinsberger](#) », *OilPrice.com*, 16 septembre 2020.
- [9] Communiqué de presse de *Fridays For Future Windhoek*, « [ReconAfrica's Kavango Oil and Gas Play Is 'Carbon Bomb' With Projected 1/6 of World's Remaining Co2 Budget](#) » . 31 mars 2021.
- [10] The Armchair Trader, « [Reconnaissance Energy Africa is a lottery ticket that just might pay off](#) », 6 avril 2021.
- [11] Barbee et Neme, *National Geographic*, 28 octobre 2020.
- [12] Arlana Shikongo, « [Oil driller applies for Kavango land](#) », *The Namibian*, 21 mai 2021.
- [13] Frank Steffen, « [ReconAfrica has to go to court](#) », *World Today News*, 10 mai 2021.
- [14] « [Des questions demeurent sur l'avenir de la découverte de pétrole en Namibie](#) », DW.

[15] Arlana Shikongo, « [San communities petition against Kavango drilling](#), » *The Namibian*, 16 février 2021.

[16] Entretien de Stafford avec Nick Steinsberger, *OilPrice.com*

[17] Geoffrey York et Emma Graney, » [As Calgary's ReconAfrica drills for Namibian oil, a global outcry over endangered elephants grows](#) « , *Globe & Mail*, 29 mai 2021.

[18] « [Oil sector revival has producers eyeing boom times](#) » *Financial Times*, 13 mars 2021.

[19] Damian Carrington, « [Big banks' trillion-dollar finance for fossil fuels 'shocking', says report](#)« , *The Guardian*, 24 mars 2021.

[20] « [Global banks' \\$750bn in fossil fuels finance conflicts with green pledges](#) » *Financial Times*, 24 mars 2021.

[21] Nina Chestney, « *End new oil, gas and coal funding to reach net zero, says IEA*, » *Reuters*, 18 mai 2021.

[22] Cité dans McKenzie et Formanek, *CNN*, 3 mai 2021.

[23] Stakeholder Democracy Network, » [Report : Dirty fuel : Une analyse des produits pétroliers officiels et non officiels dans le delta du Niger](#). » 20 mai 2020.

[24] Entretien avec Shikongo, 12 avril 2021.

[25] Agence internationale de l'énergie, « [Net Zero by 2050 : Une feuille de route pour le secteur énergétique mondial](#) « , mai, 2021.

[26] Chestney, *Reuters*, 18 mai 2021.

[27] Communiqué de presse de *Fridays For Future* Windhoek, 31 mars 2021.

[28] Communiqué de presse interne de Greenpeace, « [Dutch Court's Loud and Clear Message to ReconAfrica : 'You will not get away with destroying the Okavango. The time to go back is now](#)« . 27 mai 2021.